

SOMMAIRE

Edito

Prochain café de l'actu

Maison du Monde

Acquisitions du centre de doc

Mois de 3 Mondes

Inauguration du Mois des 3

Mondes : vernissage de l'exposition de Philippe Rochot

Occupation et vols de terres

Le vivre ensemble, ici et là-bas

Entretien de Marie-Jeanne Keita

Échanges et projets autour de la Palestine, du collège à l'université

Méditerranée

La reconnaissance de la Palestine

Droits humains

Iran : fin d'un calvaire judiciaire

Café de l'actu

Le virus Ebola

Aux croisements du monde

Le Mexique

Agenda

La Lettre de la Maison du Monde

éditée par

La Maison du Monde d'Evry

Rédaction : Conseil d'Administration

509 , Patio des Terrasses

91034 Evry Cedex

Tél : 01-60-77-21-56

Fax : 01-60-78-55-33

Email : contact@maisondumonde.org

site web : maisondumonde.org

Imprimé par nos soins

édito

POUR PLUS DE PAIX ET DE JUSTICE DANS LE MONDE, OSONS LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

Tous les ans en novembre décembre, le Mois des 3 Mondes est l'occasion d'ouvrir grandes les fenêtres sur le Monde en marche, celui qu'on aime, celui de l'Espoir, mais aussi celui qui ne tourne pas bien rond ou qui se dégrade.

C'est le moment où sur un thème, nous avons envie de faire partager notre vision du monde en nous appuyant sur des événements particulièrement marquants au cours de l'année. Cela nous permet de mettre en lumière les combats que nous portons avec parfois une expression propre à la personnalité et aux choix d'engagements de ceux qui interviennent, toujours avec le souci d'avancer sur les chemins de la liberté et de la Solidarité entre les peuples.

Car, si des lumières d'espoir apparaissent ici et là, nous constatons ces dernières années que parler chacun dans notre coin ne suffit plus et que les clignotants d'alarme se faisant de plus en plus pressants il y a urgence à agir collectivement.

C'est toujours pour nous un parcours de découverte et l'occasion d'aller à la rencontre de tous et de chacun pour sensibiliser, échanger, débattre de cette solidarité aux quatre coins du globe et des différentes formes qu'elle peut prendre, dans le respect des droits humains.

C'est aussi au cœur de notre ville universitaire un temps fort pour sensibiliser les jeunes, à la réalité des pays dits du Sud et favoriser pour

tous l'apprentissage de la citoyenneté et de la solidarité par des actions de formation et d'échanges.

Du Nord au Sud, d'Est en Ouest, tout est lié. Une décision prise en un point de la planète peut avoir des conséquences pour tous. Dans le monde, plus d'un milliard de personnes souffrent de la faim et vivent en dessous du seuil d'une pauvreté qui ne fait qu'augmenter d'année en année avec des inégalités qui se renforcent et des « riches » qui n'ont jamais été aussi riches.

Et si nous nous réjouissons que la mondialisation permette d'accroître les liens entre les hommes même dans les lieux les plus isolés, nous ne pouvons que déplorer des choix politiques et économiques et parfois les accès de folies meurtrières qui mettent aujourd'hui plus que jamais nos vies sur cette planète en péril.

C'est pourquoi la solidarité internationale est, elle aussi, plus que jamais nécessaire.

Celle que nous défendons avec tous nos partenaires et intervenants se base sur la recherche de la compréhension des problèmes, l'écoute dans le partage et la réciprocité, dans la reconnaissance et le respect des peuples qui doivent rester maîtres de leur destin. Et c'est dans cet esprit que chacun peut faire vivre son engagement associatif en fonction de ses capacités. Cette force de l'engagement partagé devient alors une richesse pour tous.

Car comme l'a dit Mandela : « Aucun de nous, en agissant seul, ne peut atteindre le succès. »

événement

Samedi 13 décembre

de 15h à 18h à la maison départementale des syndicats - Evry

Conférence-débat : « Le droit de circuler : un droit fondamental »

Organisé par le Collectif Méditerranée en partenariat avec la Ligue des Droits de l'Homme et la CIMADE - Evry
Avec Marie Bassi et Farida Souiah

café de l'actu

Mardi 2 décembre

18h30 à la Maison du Monde

Depuis le conflit du nord-Mali, comment l'association Cencenkissé continue-telle ses échanges ?

avec Gérard Gentilhomme et Anne-Marie Potiron
voir page 9

Ouverture du Mois des 3 Mondes

VERNISSAGE DE L'EXPOSITION DE PHILIPPE ROCHOT



C'est par cet événement que s'est ouvert, ce 15 novembre, le 31e Mois des 3 Mondes, qui a pour thème « Vivre dans un monde de conflits ». « Un programme de qualité », a dit Myriam Heilbronn, la présidente, qui a tout d'abord remercié le public, nombreux, venu pour l'occasion dans cette Agora « symbole de l'engagement citoyen ». Divers élus étaient présents : Danièle Valero, Hervé Pérard, Jacques Longuet, Joseph Nouvellon, Najwa el Haïte, Christiane Gosset. Par les remerciements qu'elle leur a adressés, c'est la

municipalité qu'elle a remerciée pour son soutien, notamment par les subventions. Elle a excusé Jacques Picard, conseiller régional, et transmis de sa part l'information selon laquelle le Conseil Régional d'Ile-de-France allait incessamment soumettre au vote la demande de création d'un Etat palestinien. Puis elle a remercié Philippe Rochot pour son exposition « Mes 40 ans de reportage », de présence dans les zones conflictuelles, qui témoigne « contre l'indifférence » de « sa qualité d'être », de « son amour des gens ».

En remerciant la Maison du Monde pour son accueil, Philippe Rochot a souligné le rôle important des associations en général qui, sur le terrain des conflits, « précèdent souvent les journalistes » et qui sont pour eux des « partenaires essentiels ». Il a expliqué combien il est « attaché à l'image fixe », tandis que « la vidéo est fugitive ». Etant correspondant de France 2, il prenait des photos en dehors de son travail. Il est allé dans d'innombrables pays, comme le laisse deviner son exposition qu'il a regroupée en trois parties : le Moyen Orient, l'Afrique et l'Asie. « Il y a, dit-il, une histoire sur chaque photo ».

mois des 3 mondes



Texte de présentation de l'exposition par Philippe Rochot

Mes 40 ans de reportage

La photo est ce qui reste quand le petit écran s'est éteint. Face à l'image vidéo elle a une valeur d'éternité. L'image fixe est ma passion première. Durant 40 années de reportage télévisé, je me suis rarement séparé de l'appareil photo qui m'a permis d'éterniser les événements et les situations vécues, afin de les conserver comme témoignages personnels et comme des pages d'histoire. De l'Arabie du roi Fayçal aux révoltes arabes en passant par la révolution iranienne, le génocide au Rwanda, la famine en Somalie, le conflit d'Afghanistan, la montée en puissance de la Chine, j'ai voulu vous présenter mon regard sur le monde et vous livrer ce témoignage.

*Né le 12 septembre 1946 à Dijon
Diplômé de l'école supérieure de journalisme de Lille,
Correspondant de France Inter et de France2 au
Proche-Orient, Italie, Allemagne, Chine et Asie,
Lauréat du prix Albert Londres (1986)
Auteur de : " Vivre avec les Chinois "
" Dans l'Islam des révoltes "*

Hervé Pérard, après avoir excusé le maire, Francis Chouat, parti à Ramallah pour la rencontre annuelle des villes jumelées, a rappelé combien la Maison du Monde est « exemplaire par son histoire et son actualité » dans le domaine de la solidarité internationale. Le thème de la guerre est « tellement d'actualité » qu'il est « important de porter cette parole », constatant au passage que « nos souvenirs d'hommes se fixent souvent à partir d'une guerre ».

Après cela, Ramon Gomez, un de nos artistes Maison, a chanté 4 chansons pour dénoncer la guerre. Puis Myriam Heilbronn a présenté le programme de ce Mois des 3 Mondes, fruit du travail des adhérents et des salariés, mais aussi des associations résidentes, les outils de communication (flyers et affiches) ayant été réalisés par la mairie. Enfin tout le monde s'est rendu dans le hall du Théâtre de l'Agora, prêté gracieusement par son directeur, Christophe Blandin-Estournet, qui nous y a accueillis pour le buffet préparé par des adhérentes et les salariés de la Maison du Monde.

Michel Chesseron



ACQUISITIONS DU CENTRE DE DOC

octobre 2014

« Bancocratie »

Eric TOUSSAINT - livre - 2014

Résumé : « Les gouvernements des pays les plus industrialisés ont fait exploser la dette publique pour sauver les banques privées qui sont à l'origine de la plus grande débâcle économique et financière du capitalisme depuis les années 1930. Partout, le remboursement de la dette et la réduction du déficit budgétaire sont devenus les parfaits alibis pour imposer des politiques d'austérité. Ainsi, l'ensemble des gouvernements européens et la Troïka mènent une offensive - sans précédent depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale - contre les droits économiques et sociaux des populations. Ce livre permet de comprendre comment est survenue la crise, l'impact de la déréglementation bancaire, la logique poursuivie par les banques privées, les manipulations et crimes auxquels ces dernières se livrent régulièrement avec la complicité et le soutien des gouvernements et des banques centrales. Ce livre est un plaidoyer en faveur de la socialisation du secteur bancaire, sa transformation en un service public, et pour l'annulation de la dette publique illégitime, largement

héritée du sauvetage des banques.

Écrit de manière simple, cet ouvrage est un outil indispensable pour comprendre la crise en cours et découvrir une alternative cohérente aux politiques menées aujourd'hui. »

« Frontex, entre Grèce et Turquie : la frontière du déni »

FIDH ; MIGREUROP; REMDH - fascicule - 2014

« La ruée vers les gaz de schiste en Patagonie Argentine »

LES AMIS DE LA TERRE - fascicule - 2014

« Terres de schiste »

Grégory LASSALLE - dvd - 2014

« Where the rain falls (là où tombe la pluie) : changement climatique, sécurité alimentaire et des moyens de subsistance, migration »

CARE - fascicule - 2014

OCCUPATION ET VOLS DE TERRES

Lundi 17 novembre, dans le cadre du Mois des 3 Mondes mais aussi de la Semaine de la Solidarité Internationale (SSI), la Maison du Monde a accueilli dans ses locaux Cécile Leuba, salariée de Peuples Solidaires, fédération dont le siège est à Montreuil et à laquelle appartient la Maison du Monde, fédération qui, elle-même, appartient à une autre, ActionAid, qui est internationale.

En s'appuyant sur un power-point très pédagogique et sur des extraits de films qui se passaient de commentaires, Cécile Leuba a présenté ce phénomène de l'accaparement des terres qui n'est pas nouveau, comme l'ont été la colonisation ou l'emprise de la United Fruits sur les terres d'Amérique centrale, mais dont l'ampleur est apparue au grand jour en 2008 grâce à deux événements :

- le rapport « Main basse sur les terres agricoles » réalisé par l'ONG Grain qui signale une véritable ruée de la part d'acteurs divers : des Etats, des entreprises nationales ou internationales ou le secteur financier.

- un article du Financial Times qui révèle le projet de Daewoo d'accaparer 3 millions d'hectares de terres à Madagascar, suite à des négociations secrètes avec le président Ravalomanana, sans que les populations en soient informées. Un cas emblématique, puisqu'il s'agissait d'une surface énorme, pour un bail de 99 ans, accaparée par une entreprise étrangère, une multinationale, pour la culture de maïs et de palmier à huile, en vue de la fabrication d'agrocarburants destinés à la Corée, sans contrepartie financière. Un accord qui a tellement fait scandale qu'il fut annulé après le soulèvement des populations et qu'il déboucha sur un coup d'Etat.

Les terres sont soit achetées, soit louées, mais il s'agit toujours de l'acquisition à grande échelle de terres fertiles considérées comme disponibles, en vue de cultures industrielles, pour des prix dérisoires ou quasi inexistantes, mais avec des engagements concernant les investissements, l'emploi et les infrastructures. En octobre 2014, on estimait à 72 millions d'hectares la surface ainsi accaparée.

Ces terres ne sont pas vacantes, mais leur statut juridique n'est pas clair et les acquéreurs en profitent. Cela se passe dans des pays à gouvernement faible pour attirer des investisseurs étrangers. Par exemple, en Ethiopie, le statut est

celui de la domanialité de la terre, qui est un héritage de la dictature marxiste : c'est l'Etat qui décide comme il l'entend.

Les pays demandeurs sont des pays riches, à commencer par les USA et le Royaume Uni, souvent émergents comme l'Inde en Ethiopie, ou les pays du Golfe ou la Malaisie. Mais les élites nationales ne sont pas en reste, comme au Mali, en Thaïlande ou au Cambodge. Les investisseurs recherchent des gouvernements amis, qui vont leur offrir des terres fertiles et des facilités financières. Les principaux pays ciblés sont : la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la RDC, l'Indonésie, le Mozambique ou le Sud-Soudan.



Les causes principales depuis 2008, au cours de laquelle il y avait eu les « émeutes de la faim » et l'explosion des prix des matières premières agricoles, sont la sécurisation de l'approvisionnement en eau et en nourriture de la part de certains Etats, la fabrication d'agrocarburants à but industriel et non pour l'usage des paysans, ainsi que la spéculation financière.

Cela a pour conséquence le recul de l'agriculture paysanne et familiale, qui provoque le déplacement de populations vers les bidonvilles, la dégradation de leur sécurité alimentaire, la dégradation de l'environnement (monoculture, pesticides, sols dégradés), et des atteintes caractérisées aux droits de l'Homme : conflits avec des populations qui se

rebellement et dont les leaders sont emprisonnés, et mise en danger de populations vulnérables. Ce qui a fait dire à Ibrahima Coulibaly que la prochaine guerre serait alimentaire.

Que faire devant ce phénomène ?

Les USA, le G20, la Banque mondiale et le secteur privé préconisent de laisser faire le marché, avec un code de bonne conduite non contraignant, des accords gagnant-gagnant. Mais c'est impossible, en raison d'un rapport de forces déséquilibré.

La FAO et la France préconisent la régulation en favorisant des réformes législatives sur la gouvernance responsable de la tenure des terres et des ressources naturelles.

La solution radicale, à savoir l'interdiction pure et simple de tout accaparement, mais aussi la restitution des terres déjà prises a été avancée par l'Appel de Dakar, soutenu par l'Alliance mondiale et le Collectif citoyen en France contre l'accaparement des terres.

Les modalités d'actions de la société civile sont diverses :

- la sensibilisation de l'opinion par des manifestations ou des pétitions,
- le plaidoyer, c'est-à-dire le lobbying, auprès des décideurs pour favoriser l'agriculture familiale,
- la médiatisation de cas concrets, comme fait Peuples Solidaires, avec les « appels urgents ». Cécile Leuba nous a donnés quelques exemples qui ont porté des fruits : au Kenya, au Cambodge, au Sénégal ou au Sri Lanka.

La rencontre s'est terminée par la projection d'extraits du film « Planète à vendre », qui présente une entreprise indienne de culture et de commercialisation de roses en Ethiopie : un million et demi de roses, récoltées sur une surface de 180 hectares, sont exportées chaque jour vers la France. Après les roses, l'entreprise envisage d'investir sur un million d'hectares au Soudan pour la culture du riz (10 % du marché mondial) et du palmier à huile...

Michel Chesseron

VIVRE ENSEMBLE LA-BAS ET ICI

A l'occasion de la Semaine de la Solidarité Internationale, le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement-Terre Solidaire a reçu en Ile-de-France son partenaire de Jaffa en Israël, l'association Sadaka-Reut (qui signifie « amitié » en arabe et en hébreu).



La Maison du Monde nous a accueillis le 20 novembre, dans une salle de la Maison des Syndicats, pour un échange sur le « vivre ensemble » là-bas mais également ici, avec la participation de plusieurs associations locales :

- l'Association Familles et Amis de l'Afrique de Massy (AFAAM) dont l'activité met en œuvre la médiation socioculturelle, l'échange interculturel, intergénérationnel et l'accompagnement des parents et des personnes en difficulté.

- l'Association de Solidarité en Essonne avec les Familles Roumaines et Roms (ASEFRR) centrée sur le soutien, l'aide sociale et morale dans les bidonvilles et sur les relations avec les élus et la préfecture.

- l'association Coexister : elle rassemble des jeunes chrétiens, juifs, musulmans, agnostiques, athées dans le cadre d'un « vivre ensemble » respectueux des différences.

- la Fraternité Chrétiens Musulmans du Val d'Orge (FCMVO) qui organise des rencontres et des visites de lieux de culte pour faire tomber les préjugés et les jugements simplistes, accompagnée d'un groupe inter-religieux, également du Val d'Orge, qui appelle les croyants des différentes communautés religieuses et les hommes et les femmes de bonne volonté à développer, entre eux, l'écoute, le dialogue et la réflexion.

- l'association Paix sans Frontière-Ikaze qui promeut une culture de la paix auprès des jeunes et contribue à l'intégration des familles et des jeunes dans la société.

Quant au CCFD-Terre Solidaire, première association française de développement, il est né en 1961 suite à l'appel de la FAO, l'organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation. A l'époque, il a mobilisé contre la faim les forces vives des

pays développés. L'association a un seul objectif : le développement des pays pauvres du Sud et de l'Est. Pour l'atteindre, elle s'est donnée trois leviers :

- le soutien aux initiatives de ses partenaires, soutien financier, mais aussi accompagnement technique et de gestion ;
- l'éducation au développement ici : il s'agit d'inviter le citoyen à s'approprier quelques connaissances du monde, à analyser les mécanismes qui ont conduit aux grandes inégalités que nous connaissons sur la planète et à réagir pour devenir un acteur de transformation sociale ;

- le plaidoyer qui cible le décideur, politique ou économique, pour influencer ses décisions vers un monde plus juste. Le plaidoyer passe par le citoyen, s'appuie sur lui pour faire pression sur le décideur. A titre d'exemple, on peut citer les campagnes « Ethique sur l'étiquette » ou celle actuellement en cours : « Multinationales hors jeu : le marché a ses règles, les populations ont leurs droits », sans oublier la lutte contre les paradis fiscaux qui commence à porter ses fruits.



Dans le cadre du soutien d'initiatives, nous recevons cette année Sadaka-Reut représentée par Alina et Houda, deux jeunes étudiantes israéliennes de Jaffa, l'une juive, l'autre palestinienne. Cette association bi-nationale judéo-arabe travaille depuis plus de 30 ans à l'éducation et à la conscientisation des jeunes (de 14 à 25 ans) sur la réalité d'Israël : comment construire une société juste, tolérante et multiculturelle.

Alina et Houda nous ont expliqué, au travers de leur expérience personnelle et des activités qu'elles mènent dans leur association, que leurs deux communautés vivent dans l'ignorance l'une de l'autre : elles fréquentent des écoles séparées, parlent des langues différentes. Leurs cultures sont distinctes, si bien qu'il y a peu d'interaction entre les deux groupes. Cet état de fait favorise les préjugés, des craintes largement répandues et conduit au

racisme.

Houda nous parle des écoles arabes qui souffrent d'un manque cruel de moyens, en matériels et en locaux. L'histoire du monde arabe est absente des manuels scolaires, particulièrement la « Nakba » (la « catastrophe » en arabe), c'est-à-dire l'expulsion de 800 000 Palestiniens de leurs terres et de leurs villages à partir de 1948, fait constitutif de l'histoire palestinienne. Le terme « palestinien », ignoré en Israël, fait grandir un sentiment d'exclusion au sein de la jeunesse arabe.

Alina souligne par contre l'importance accordée à la Shoah dans les écoles publiques juives : elle est vécue comme fondatrice de l'armée israélienne et de sa toute puissance. Depuis plus de 30 ans, la Shoah a engendré une véritable paranoïa. D'ailleurs, dans le système éducatif, on parle surtout des juifs venus d'Europe et quasiment pas de ceux venant des pays arabes ou d'Ethiopie.

En intervenant dans les écoles, soit arabes, soit juives, l'association permet aux jeunes de discuter des questions propres à leur groupe d'identité. Puis la structure bi-nationale de Sadaka-Reut fournit un cadre aux groupes pour se rencontrer et apprendre à connaître la culture de l'autre, ses opinions et sa réalité. Les projets proposés avec théâtre, vidéo, etc. visent à renforcer l'engagement des jeunes et leur capacité pour s'exprimer et jouer un rôle dans la transformation de leur société. C'est en ce sens, dit Elina, que son association est politique. Elle croit vraiment que les jeunes et les jeunes adultes ont la capacité d'influencer et de changer l'avenir des relations entre les Juifs et les Palestiniens en Israël.

La soirée s'est terminée par un dialogue avec les associations d'ici exprimant leurs réussites et leurs objectifs pour dépasser les difficultés rencontrées.

Alain Brethon
Responsable du CCFD-Terre Solidaire en Essonne



A L'OCCASION DE LA JOURNÉE PANAFRICAINE DES FEMMES A BAMAKO

L'été dernier, Marie-Jeanne Keita, présidente de l'association Falato, s'est rendue au Mali avec deux représentantes des sept autres associations essonniennes de solidarité avec le Mali appartenant à la Fédération « Genre et développement Essonne-Monde » (GDM), missionnées par le Conseil Général de l'Essonne pour participer à cette journée qui a eu lieu à Bamako le 31 juillet. Présidée par l'épouse du chef de l'Etat et organisée par la ministre de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, elle avait pour thème : « Rôle des Femmes et des Jeunes Filles dans l'Education, les Sciences et les Nouvelles Technologies en vue d'une Afrique émergente ».

Mais ce voyage a été pour elles l'occasion d'être confrontées à deux graves questions qui interpellent la société malienne aujourd'hui. C'est ce dont a rendu compte Marie-Jeanne dans un entretien qui correspond tout à fait au thème du Mois des 3 Mondes « Vivre dans un monde de conflits ».

La question de la réconciliation nationale

Lors de cette journée, la délégation essonnoise a découvert et pris contact avec la plateforme des « Femmes leaders du Mali » qui s'est imposée dans les négociations avec les Touareg de la région appelée par eux Azawad. Considérant qu'ils sont laissés pour compte, ils ont demandé leur autonomie afin de bénéficier des mêmes avantages qu'ailleurs. Des pourparlers ont lieu régulièrement en Algérie entre des représentants d'une part de l'Etat malien, d'autre part de l'Azawad, pour que cesse cette rébellion sur la base d'un accord qui sera signé à Bamako le moment venu. Les femmes ont revendiqué leur implication en faisant valoir que cette question les concerne au premier chef, qu'elles ont leur mot à dire en tant que mères, car ces gens qui meurent, ce sont elles qui les ont enfantés. Elles ont été écoutées. Cette plateforme des « Femmes leaders du Mali » a alors été créée et à chaque rencontre en Algérie il y a un quota de leurs représentantes qui participe à ces pourparlers. Elles ont proposé à ces « femmes de la diaspora » venues de France de participer pendant leur séjour aux réflexions relatives à ce processus. Ainsi, elles ont participé aux rencontres avec le Premier ministre, avec le ministre de la Réconciliation, avec le ministre des Affaires sociales, également avec des représentants de la CDAO et de l'U.E.

La question de l'émigration

Une question extrêmement douloureuse que celle de tous ces jeunes qui veulent partir pour l'Europe quoi qu'il leur en coûte. L'émigration, c'est un « phénomène culturel au Mali » depuis des décennies. Mais maintenant ce qu'il se passe est dramatique.



A la fin de leur séjour, les trois déléguées de GDM ont organisé une conférence-débat sur ce qu'en France on appelle « l'immigration irrégulière », avec l'aide active d'Aminata Traoré, ex-ministre de la culture, en présence de la représentante du ministère de la Communication, de plusieurs représentants du ministère des Maliens de l'extérieur et de nombreux jeunes et parents.

Des jeunes « refoulés », accueillis dans le centre ouvert par Aminata Traoré, ont donné leurs témoignages qui ont bouleversé les participants. Marie-Jeanne a cité un exemple terrible, celui d'un village dont 97

habitants, des jeunes gens, mais aussi des femmes et des enfants, ont pris la même embarcation en direction de l'Europe ; elle a chaviré ; tous sont morts, dont 10 garçons d'une même famille. Des jeunes qui avaient réussi à passer en Europe ont raconté leur traversée du désert : la soif, la faim, les viols, les morts par épuisement qu'on abandonne, l'urine qu'on se boit les uns aux autres... Pour celles et ceux qui arrivent au lieu d'embarquement, « le retour en arrière est impossible » puisque « le passeur a tout pris, il n'y a plus de choix, il faut partir ». Et quand ils parviennent au but ultime, l'Europe, les moins chanceux sont « expulsés ».

Face à des jeunes, souvent diplômés, qui ne trouvent pas de travail chez eux, l'objectif de la conférence-débat n'était pas de décourager les candidats à l'émigration de tenter l'aventure faute d'obtenir un visa, car chacun reste libre de ses actes, mais de les éclairer sur la réalité qui les attend, que « la France n'est pas l'Eldorado qu'ils imaginent », malgré le comportement de certains émigrés qui, quand ils reviennent au pays, « en mettent plein les yeux ». Ce comportement est dénoncé par une radio de Bamako qui donne la parole à de jeunes « miraculés » pour qu'ils témoignent et pour briser cette « frénésie du départ ». Marie-Jeanne et ses amies ont voulu « éveiller les consciences » et rappeler que « l'avenir d'un pays, c'est sa jeunesse », mais que la solution à ces problèmes relève aussi des « relations Nord-Sud ».

Michel Chesseron

ÉCHANGES ET PROJETS AUTOUR DE LA PALESTINE, DU COLLÈGE À L'UNIVERSITÉ

ÉCHANGES DE COURRIERS ENTRE JEUNES :

UNE CLASSE DU COLLEGE DES PYRAMIDES S'ENGAGE DANS UN PROJET AVEC LA CLASSE DE FRANÇAIS D'UN COLLEGE DE LA BANDE DE GAZA A KHAN YOUNIS

Lors du voyage d'Evry Palestine dans la Bande de Gaza, nous avons visité la classe d'un jeune professeur de Français dans un collège de Khan Younis : méthodes actives, élèves impliqués et enthousiastes, et correspondance avec d'autres collèges en Europe. C'est à partir de cette visite que nous avons voulu impulser une correspondance entre jeunes avec une classe d'un collège d'Evry.

Ce projet vient de démarrer grâce au dynamisme de la CPE et de professeurs du Collège des Pyramides. Des liens précieux vont se nouer entre jeunes, par liaison Skype et transmission de vidéos, qui permettront aux jeunes Français de comprendre la vie et les aspirations de jeunes comme eux dans la Bande de Gaza, et aux jeunes du collège de Khan Younis d'appréhender un monde extérieur dont l'accès leur est aujourd'hui interdit.

AVOIR 20 ANS EN PALESTINE :

UNE RENCONTRE A L'UNIVERSITE D'EVRY

L'occasion d'une tournée en France de jeunes Palestiniens et Israéliens

C'est à l'occasion de la tournée en France de jeunes Palestiniens et d'un jeune Israélien « Avoir 20 ans en Palestine », que nous avons proposé à l'université d'Evry une rencontre le vendredi 21 Novembre, la veille des Huit Heures pour la Palestine. Une rencontre sous la forme de témoignages et d'un débat avec l'assistance, avec la participation de Jaber, jeune Palestinien du village de Bil'in, de Renen, jeune Israélien de Dorot, et de Nevim, Palestinienne de Rafah au sud de la Bande de Gaza.



Cette rencontre s'est préparée dans une certaine tension, du fait de la menace d'interdiction que l'administrateur de l'université nous avait communiquée oralement trois jours à l'avance, sous le prétexte habituel d'un « risque de débordement ». Mais de nombreux professeurs dont le vice-président à la culture se sont montrés très motivés à ce que se débat se tienne en partenariat

avec Evry Palestine, tout en manifestant leur indignation contre cette velléité d'atteinte à la liberté d'expression. Une cinquantaine de personnes étaient présentes, des étudiant-e-s dont le président de l'UNEF, et aussi huit universitaires.

Trois témoignages croisés

Jaber nous a présenté ce qui tient une grande place dans sa vie et celle de sa famille, la résistance populaire non armée dans le village de Bil'in, ses victoires, sa ténacité. Il l'a par des photos et

nous a présenté un petit film de conclusion, témoignage émouvant sur le jardin des fleurs cultivé par la mère de Bassem en mémoire de son fils - victime de la répression israélienne en 2009. Des fleurs cultivées dans les restes des grenades envoyées par l'armée israélienne contre les manifestants désarmés.

Renen, quant à lui, a témoigné sur la difficulté d'être israélien d'origine égyptienne (par sa mère) ; il nous a expliqué toute l'ambiguïté de la politique de l'état d'Israël qui pratique le racisme, non seulement envers les Palestiniens d'Israël, mais aussi à l'intérieur même de la société juive.

Pour Nevim, ce qui marque le plus sa vie, c'est l'enfermement à Gaza particulièrement ressenti par la jeunesse, l'impossibilité qu'elle a d'entrer et de sortir de Gaza pendant ses études. Elle nous a aussi fait part de la manière dont elle a vécu l'offensive contre Gaza de l'extérieur, avec une inquiétude permanente pour ses proches.

Le point commun pour les trois participants, c'est le déni de justice qu'ils ressentent profondément, ainsi que la nécessité du respect du droit et de sanctions contre l'état israélien notamment par l'engagement dans la campagne Boycott Désinvestissement Sanctions.

Continuer à travailler ensemble



Les contraintes de la vie étudiante, et la rotation des étudiants, ont fait que jusqu'ici nos liens avec l'Université d'Evry Val d'Essonne se sont déroulés de manière épisodique.

Nous nous sommes quittés avec la ferme intention de resserrer nos liens, avec les étudiants et leurs organisations, aussi bien qu'avec les professeurs qui se sont déclarés d'accord pour envisager ensemble de nouveaux projets.

Evry-Palestine

Le 22 novembre dernier, se sont tenues les Huit Heures pour la Palestine à Evry. 400 à 500 personnes ont participé à ce moment exceptionnel marqué par la qualité des témoignages et par l'intervention de Mustafa Barghouti, médecin, dirigeant politique et député palestinien.

Nous reviendrons dans le prochain bulletin sur ces Huit Heures pour la Palestine et sur l'intervention de Mustafa Barghouti.

La reconnaissance de la Palestine : une exigence et une étape

Où en est la reconnaissance de l'Etat de Palestine ?

Pour le public non averti, la première réaction sera l'étonnement : la Palestine n'est donc toujours pas reconnue, 65 ans après la reconnaissance de l'Etat d'Israël et alors que l'ONU l'a admise en octobre 2012 comme « Etat non membre » ?

La réponse : si, la Palestine est reconnue, par 135 Etats dans le monde, mais non, jusque récemment elle ne l'était par aucun Etat d'Europe de l'Ouest¹. Curieuse conception de l'histoire, qui jusqu'ici soumettait la reconnaissance de la Palestine par cette « communauté internationale » à l'issue positive de ses négociations, dans un rapport de forces totalement déséquilibré, avec la puissance qui l'occupe, l'étrangle, massacre sa population et lui vole sa terre.

Les massacres de Gaza cet été ont changé la donne, tant il est apparu, avec aussi la mobilisation citoyenne partout dans le monde, que rien ne pourrait continuer comme avant. La Suède, la première en Europe de l'Ouest, a ouvert la voie en signant le 30 octobre 2014 la reconnaissance de l'Etat de Palestine. Puis le parlement du Royaume Uni et le parlement espagnol ont voté pour demander à leurs gouvernements de faire de même.

Enfin la France ?

La reconnaissance de la Palestine est à l'ordre du jour de l'Assemblée Nationale (débat le 28 octobre et vote le 2 décembre) et du sénat (vote le 11 décembre). Le texte déposé, dans des termes identiques par les deux assemblées, « affirme l'urgente nécessité d'aboutir à un règlement définitif du conflit permettant l'établissement d'un Etat démocratique et souverain de Palestine, vivant en paix et en sécurité avec Israël, sur la base des lignes de 1967, avec Jérusalem pour capitale de ces deux Etats, et fondé sur une reconnaissance mutuelle ».

Il juge « que la solution des deux Etats, promue avec constance par la France et l'Union européenne, suppose la reconnaissance de l'Etat de Palestine aux côtés de celui d'Israël ».

A l'heure où nous écrivons ces lignes, l'adoption de ce texte par l'Assemblée nationale ne fait plus guère de doute². Mais c'est l'exécutif qui doit décider, et en la matière sa position reste ambiguë. Tout en affirmant que la reconnaissance de la Palestine « est un droit, pas un passe-droit », le ministre des Affaires Etrangères veut en faire un « instrument ».

Une étape importante

La reconnaissance de la Palestine par la France, et par les autres Etats qui suivraient, serait une étape importante. Ecoutons ce qu'en dit Mustafa Barghouti, dirigeant politique palestinien invité pour les Huit Heures pour la Palestine, dans une interview parue dans l'édition en ligne du Monde : « Il y a davantage d'espoir aujourd'hui qu'auparavant d'obtenir la reconnaissance de l'Etat palestinien, comme le montrent les initiatives parlementaires en France, en Espagne et en Grande-Bretagne et la reconnaissance par la Suède. Nombreux sont ceux qui comprennent que cela n'est pas seulement pour le bien des Palestiniens mais aussi pour celui des Israéliens. Nombreux sont ceux qui réalisent que M. Nétanyahou et les extrémistes poussent la région vers la catastrophe en alimentant le racisme. »

Cette reconnaissance changerait aussi la donne en fixant un cadre, et en mettant les instances internationales au pied du mur, car ce qui se passe aujourd'hui avec la colonisation apparaîtrait clairement comme le vol du territoire d'un Etat par un autre Etat.

Mais seulement une étape

Rappelons d'abord que nous n'y sommes pas encore, et que l'on risque d'assister à de longues tergiversations du gouvernement français. Nous allons devoir, sur ce point, à nouveau nous mobiliser.

Mais l'enjeu au-delà est la reconnaissance pleine et entière de la Palestine par l'ONU, et l'adoption par le Conseil de Sécurité d'une résolution contraignante. Et ce n'est évidemment qu'une partie la solution. Nous citons à nouveau Mustafa Barghouti : « [Une résolution devant le Conseil de sécurité des Nations unies sur la

reconnaissance de l'Etat palestinien] fait partie de la solution. Il faut une stratégie alternative aux négociations qui ont échoué. L'option d'Oslo est enterrée. »³.

Appliquer le droit, contraindre l'Etat d'Israël par des sanctions

La reconnaissance de la Palestine comme Etat est une étape, elle donnera de nouvelles armes juridiques et diplomatiques aux Palestiniens, mais l'objectif reste la réalisation des droits nationaux du peuple palestinien. Cette reconnaissance est un droit, ce ne doit pas être l'objet d'un marchandage, elle doit intervenir immédiatement et sans conditions, nous saurons le rappeler à notre gouvernement. Et nous attendons de lui qu'il soutienne pleinement les démarches palestiniennes auprès du Conseil de Sécurité de l'ONU.

Au-delà, ce sont des pressions internationales d'une toute autre dimension qu'il faudra mettre en œuvre pour que les droits nationaux du peuple palestinien soient reconnus par Israël. C'est le sens de la campagne BDS et de notre exigence de sanctions internationales, dont la suspension de l'accord d'association entre l'Union Européenne et l'Etat d'Israël⁴.

D'ores et déjà, la bataille pour la reconnaissance de l'Etat de Palestine par la France mobilise le monde politique français bien au-delà des frontières habituelles. C'est le début d'une dynamique et il ne faudra pas en rester là, notre mobilisation saura le rappeler à nos représentants et responsables politiques.

Evry Palestine

1 Nous utilisons ce terme car certains pays d'Europe centrale, aujourd'hui totalement alignés sur les Etats-Unis, avaient à l'époque des deux « blocs » reconnu l'Etat de Palestine, et continuent donc formellement à le reconnaître.

2 Des textes similaires ont déjà été adoptés à une large majorité par des collectivités territoriales, dont le Conseil Régional d'Ile de France.

3 Lire l'interview complète sur <http://www.france-palestine.org/On-a-davantage-d-espoir-d-obtenir>

4 Participez à cette action en quelques clics : <http://www.freepalestine.eu/fr>

FIN D'UN CALVAIRE JUDICIAIRE

La justice française blanchit définitivement les résistants iraniens

Un non-lieu général et définitif. C'est ce que plusieurs centaines de membres de la Résistance iranienne ainsi que des sympathisants, des personnalités et des élus viennent de célébrer dans une grande conférence organisée le mercredi 24 septembre après-midi à la salle Wagram à Paris (XVIIe). Des représentants des communautés iraniennes de toute l'Europe ont participé à cette conférence qualifiée d'historique par l'Organisation des Moudjahidine du peuple iranien (OMPI), composante principale de la Résistance iranienne qui prône un islam démocratique et tolérant. Les juges d'instruction antiterroristes de Paris viennent en effet de mettre fin à plus de onze ans de procédures interminables en clôturant l'affaire ouverte le 17 juin 2003 et la plus grande opération policière d'après-guerre en France qui avait vu 1300 policiers, dont ceux

de la force d'élite du Raid, mener l'assaut contre le QG de la résistance iranienne basée dans le petit village des impressionnistes à Auvers-sur-Oise (Val d'Oise).

Information de l'association Femmes Liberté Laïcité

L'association Femmes, Liberté et Laïcité FLL agit pour le respect des droits des femmes et de promouvoir des idées de liberté d'égalité et de laïcité et de droits humains

FLL a choisi de se concentrer sur l'Iran où l'intégrisme au pouvoir pratique une discrimination sexuelle féroce et où les femmes sont les premières cibles de la répression mais aussi en première ligne de la résistance. Ces opposants aspirent à une société fondée sur la séparation de la religion et de l'Etat, et où les femmes auront les mêmes droits que les hommes, en particulier une participation égale à la direction politique du pays.

www.femmeslibertelaicite.org

droits humains



Café de l'Actu

Mois Des 3 Mondes



L'association *Cencenkissé* (*grain de sable en bambara*) a été créée en 2011, suite à un voyage au pays dogon au MALI en février 2005. Une aide financière pour l'achat de céréales a été apportée les mois suivants à la population du Cercle de Douentza, dont les récoltes ont été décimées en octobre 2004 par une invasion de criquets. Suivront des réparations de pompes à eau, des fournitures de mobiliers scolaires, l'aide à la naissance d'un nouveau campement... Suivront naturellement d'autres voyages, un partenariat avec l'association malienne A.H.S.E.B.D créée en 2008 et le partage d'une grande amitié.

Une formation en plomberie et électricité projetée in situ pour 2012 est contrecarrée par l'éclatement des troubles dans le Nord-Mali. *Cencenkissé* et A.H.S.E.B.D adaptent leurs actions à la situation et initient à BOTA, avec le soutien du Conseil Général de l'Essonne, un projet de micro-crédit géré par 30 femmes.

Avec la participation de Gérard GENTILHOMME et Anne-Marie POTIRON, membres fondateurs de l'association *Cencenkissé*.

Lieu de l'événement : Maison du Monde

509 Patio des Terrasses

RER-D Evry-Courcouronnes

Tél: 01.60.77.21.56.



« Depuis le conflit au nord du Mali, comment l'association CENCENKISSE continue-t-elle ses échanges ? »

Mardi 2 décembre

A 18h30

18h30 : Apéro bio équitable
19h00 : Débat

café de l'actu

ÉPIDÉMIE DE VIRUS EBOLA

Comment l'expliquer, comment la combattre, à quoi faut-il s'attendre?

Le Café de l'Actu de la Maison du Monde a reçu, le mardi 4 novembre 2014, le docteur Christian Mongin, responsable de la revue « Développement et Santé ». Un public nombreux et motivé est venu l'écouter, son exposé puis le débat ont permis de comprendre les enjeux à la fois sanitaires, sociétaux et politiques de l'épidémie d'Ebola, fièvre hémorragique virale (FHV) qui est apparu début 2014 en Guinée. La maladie s'est répandue aux pays voisins, le Liberia et la Sierra Leone, et a touché le Nigeria, alors qu'auparavant seule l'Afrique centrale était touchée. On peut parler d'épidémie car, à la mi-septembre, on comptait déjà 5 000 cas, dont de nombreux décès, et depuis ce chiffre a doublé. Pourquoi cette crise s'est-elle aussi rapidement installée ? Dans quelle mesure est-elle contrôlable ? Quelles sont ses conséquences sur les sociétés d'Afrique de l'Ouest ? Et que dit-elle de l'organisation de nos sociétés et de l'ordre mondial ?

Notre perception de cette maladie

lointaine nous est imposée par la pression médiatique qu'elle suscite, il est donc sain d'en faire une évaluation correcte et de la replacer dans l'histoire des épidémies mondiales. Qu'est-ce qu'une épidémie ? C'est une augmentation de la fréquence d'une maladie en un endroit donné et à un moment donné, par rapport à la situation normale. Et quand il y a risque de pandémie, l'imagination se met en branle : on se souvient de la peste, du choléra, de la grippe espagnole, de la variole (il y a eu une épidémie de variole à Vannes, en Bretagne, en 1954). Dans les années 70, on avait l'impression d'avoir réglé toutes les maladies infectieuses. Or c'est à ce moment que se sont développées des maladies émergentes (c'est-à-dire des maladies qui existent depuis longtemps mais qui prennent de l'ampleur) comme le sida, le SRAS, la grippe aviaire ou la maladie de Marbourg. Le contrôle de ces maladies est incertain, car on est à court de nouveaux médicaments, (alors que, parallèlement, on assiste au retour de risques plus traditionnels, comme celui des staphylocoques aux Etats-Unis).

Pourquoi ces maladies ? La fièvre Ebola est apparue pour la première fois en RDC en 1976, en zone rurale, mais les petites épidémies alentour ont été contrées. L'épidémie en Afrique de l'Ouest s'est déclarée dans un village guinéen proche des frontières et, malgré un cordon sanitaire, elle s'est répandue aux deux pays voisins, la Sierra Leone et le Liberia, et a vite touché des zones



urbaines, où la contamination a été beaucoup plus rapide : 10 000 cas étaient recensés fin octobre, avec une mortalité de 50%. Au Nigéria et au Sénégal, l'épidémie a été contrôlée, ailleurs elle semble stabilisée.

La contagiosité d'une maladie dépend du nombre de contacts, du canal de passage (aérien, sexuel etc). Quand une maladie dure peu, elle s'étend peu, par contre le sida a un risque fort de contagion. Dans le cas d'Ebola, un malade contamine moins de 10 personnes, un malade de la rougeole contamine 12 à 18 personnes, la contagiosité d'Ebola n'est donc pas très grande, mais par contre on n'a pas protégé les gens. La mortalité d'Ebola est de 50%, mais la tuberculose tue chaque année 1 300 000 de personnes dans le monde, la rougeole 1 200 000, le sida 1 500 000 ; donc Ebola n'est pas hors de contrôle. Son évolution va dépendre des moyens de dépistage et de soins, ce qui relève de la médecine, mais aussi de la politique et du problème de faire percevoir la maladie par les

habitants. De plus, les pratiques communautaires de solidarité poussent les gens à cacher leurs malades, et même parfois à caillasser les équipes d'ONG.

Quels sont les moyens de transmission ? La première malade a été une enfant guinéenne de deux ans contaminée par une chauve-souris. La chauve-souris renferme énormément de maladies, contre lesquelles elle est immunisée. Certaines chauves-souris sont mangées, les singes qu'elles ont contaminés mangés eux aussi. Ces transmissions sont des zoonoses : les virus passent directement de l'animal à l'homme. Ce phénomène est probablement lié à la déforestation, les chauves-souris se rapprochant des villages à cause d'une modification du milieu. De la même façon, le virus du sida (VIH) existe depuis le début du XX^e siècle, mais il s'est disséminé avec la construction d'une voie ferrée au Zaïre (RDC). Ebola s'inscrit donc dans l'évolution globale des maladies infectieuses.

La contamination se fait par contact avec des fluides corporels, pas par voie aérienne. Mais autant par méconnaissance (certains disent que c'est une maladie de Blancs) que pour des raisons culturelles, les familles refusent de laisser les soins funéraires à des professionnels, ce qui entraîne la contamination auprès des morts, mais aussi par contact avec leur literie et leurs vêtements. Les premiers signes sont ceux d'une grippe, avec apparition de la fièvre, et avec la fièvre commence la contagion, puis le métabolisme est atteint, la coagulation

ne se fait plus et cela entraîne de violentes hémorragies, des diarrhées sanglantes. La maladie dure 8 à 10 jours, avec 50% de décès. Ce chiffre tombe à 30% quand sont soignés les symptômes, ce qui n'est possible que dans des centres de soins.

En l'absence de statistiques, on ne sait pas si des médicaments sont efficaces, c'est pourquoi il est important de former les gens à la précaution. Sur place, la prise en charge se fait d'abord par dépistage fait par des équipes mobiles dans les villages, avec des techniques de laboratoire, ce qui pour l'instant est difficile. Puis on essaie de remonter en amont et en aval les contacts d'un malade, pour leur faire prendre leur température, et, pour que les gens acceptent, il faut impliquer les chefs locaux, les autorités religieuses, les anciens malades (or ceux-ci sont stigmatisés par leur entourage, car leur sperme est contagieux, lui, pendant trois mois). Ensuite, les malades sont mis à l'isolement, sans que celui-ci soit trop strict, ce qui ferait se répandre Ebola. En Guinée, les grandes entreprises (exemple les compagnies minières) fournissent les véhicules pour transporter les malades vers les centres de soin, avec la garantie qu'ils seront soignés.

Cette maladie s'est développée depuis son apparition en 1976, parce qu'elle n'a pas été suivie à partir des premiers cas. Les ministères de la santé n'ont pas d'argent, or il faut de la recherche, car plusieurs souches d'Ebola existent, donc il y a des mutations du virus. Les trois pays touchés sont particulièrement pauvres, Libéria et Sierra Leone ont connu la guerre civile, ce dernier pays a été financé par un plan du FMI en échange d'économies drastiques, et l'on y a sacrifié la santé. Ce manque de politique de santé s'accompagne d'un manque d'autorité politique et de contrôle de l'évolution du milieu (déforestation). Au total ces maladies nouvelles sont des maladies de pauvres, qui se répandent aussi par les voyages, y compris vers les pays voisins.

Comment faire face ? La réponse n'est pas que technique et médicale, il faut convaincre les habitants de participer, surtout dans les villes et leur périphérie. Il faut les accompagner, séparer les centres d'isolement des hôpitaux, pour que les gens puissent aller se faire soigner pour d'autres maladies. Il faut sécuriser les funérailles avec du personnel compétent. On a surtout vu des opérations d'aide humanitaire, qui sont très bien, comme celle de MSF en Guinée, mais il faut réorienter la recherche : les programmes verticaux financés par des donations type Bill Gates sur la tuberculose et le paludisme ont monopolisé le personnel médical. Il faut aussi financer la recherche appliquée en Afrique noire, qui a un personnel compétent mais sans budget. Et il faut que les pays touchés collaborent entre eux. Pour l'instant, on en est aux soins et à la prévention, avec une distribution des rôles en fonction des anciennes puissances coloniales ou néocoloniales : les Etats-Unis se chargent du Libéria, la Grande-Bretagne de la Sierra-Leone et la France de la Guinée (l'aide française promise est de 70 millions d'euros

mais on est encore très loin de sa réalisation). Dans le même temps, la recherche sur les vaccins avance, mais on ne connaît pas encore leur efficacité. Par contre, on commence à savoir faire des médicaments antiviraux.

Au contraire de la variole, qui a pu être éradiquée parce qu'elle se transmet entre humains, ces nouvelles maladies passent par les animaux. Il faut accepter leur présence, sachant que l'homme fait partie de la nature, il est lui-même rempli de microbes qui lui permettent de vivre.

Au total, on se trouve en ce moment à la croisée des chemins, car le contrôle amont et aval des malades est en difficulté. Soit il y a mobilisation médicale, politique, économique, avec un engagement international conséquent, soit la situation va empirer. Mais il ne faut pas faire de catastrophisme, « il est urgent de ne pas paniquer » : 10 000 malades, cela paraît beaucoup, mais il faut relativiser, par exemple la population de la seule Guinée est de 10 millions. Et pour leur permettre de faire face, il ne faut surtout pas isoler ces pays.

Joëlle Mesley

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I	S	A	R	A	J	E	V	O		T	O	C	S	I	N
II	A	R	E	N	E		I	N	G	E	R	E	N	C	E
III	N	I	G	E	R	I	A		I	R	A	N	I	E	N
IV	G	E	L		U	R	N	E		A	L	E	P		I
V	A	L	E	A	S		D	U	R		E		E	V	E
VI	T		S	T	A	D	E	S		S		A	R	E	S
VII	T	E		O	L	E		K	E	P	I			R	
VIII	E	P		M	E	D	I	A	T	I	Q	U	E	S	
IX		A	B	I	M	A		D	U	R	B	A	N		P
X	I	R	A	Q		I	L	I		A	A		O	I	L
XI		G	O	U	I	N	E		A	L	L	E	N	D	E
XII	A	N	D	E	S			V	I	E			C		U
XIII	T	E	A		S	U	B	I	R		O	D	E	U	R
XIV	T	R	I	B	U	N	A	L		E	N	E	R	V	E
XV	I			O		O	R	A	N	A	I	S		E	R
XVI	T	I	T	U	S		B	I	O			E	U	A	
XVII	U	H		F	I	N	A	N	C	I	E	R	S		R
XVIII	D	A	R	F	O	U	R		I		O	T	A	G	E
XIX	E	R	I	E		I	E		F	O		E		E	V
XX	S	T	A	R	E	T	S			S	O	U	R	I	R

Solution de la grille N°125
Spécial Mois des 3 Mondes
Vivre dans un monde de conflits

GRILLE N° 126

Le Mexique

par
Michel Chesseron

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										
XI										

Horizontalement

I. Au Mexique, 67 % des municipalités sont infiltrées par les «gangs» de la drogue. Ils sont les «champions» du crime organisé. **II.** Ils jouent sur la terreur pour imposer le «silence» aux personnes qui voudraient les dénoncer. Lettres de Pablo. **III.** Zapata l'a faite contre Diaz, Marcos a essayé de la faire au Chiapas, aujourd'hui la jeunesse est proche de l'«insurrection». **IV.** A la tête des trafiquants. «Nom de famille de Maria», cette femme médecin qui osait braver les gangs et dont ils ont annoncé la mort sur son propre twitter : «Je suis Aujourd'hui ma vie prend fin». **V.** Vent méditerranéen. **VI.** Bien que le problème soit «connu» depuis des années, les criminels sont restés impunis. Lettres de l'ALENA. **VII.** Grande civilisation précolombienne au Yucatan. Une «énorme émotion» a gagné tout le Mexique après l'enlèvement des 40 étudiants. **VIII.** Le combat de Maria, c'était celui du pot de terre contre le pot de «métal». Cette «institution censée protéger les citoyens» est également infiltrée par les gangs. **IX.** Nom donné à une personne qui prend le risque d'avalier des sachets de drogue pour la transporter. Lettres de Guerrero. **X.** On peut comparer le Mexique à un immense «espace de combat», à condition de le renverser. Dans ce pays latino où le foot est roi, ce «joueur» occupe un poste de premier plan. **XI.** Ce très grand écrivain mexicain (1928-2011) qui a beaucoup écrit sur la violence prônait la dépénalisation de l'usage de la drogue.

Verticalement

1. Ce «conquistador» fut le tombeur de l'empire aztèque dont il tua le dernier empereur, Cuauhtemoc. L'Etat de Guerrero, où ont disparu les 40 étudiants, est devenu le «pré carré» des gangs. **2.** Ce mot est faible pour exprimer la «douleur et la révolte» des gens impuissants devant tant de violence et la complicité des autorités légales. «Sans effets», comme l'Etat mexicain. **3.** Les «espoirs brisés» de beaucoup de Mexicains. Même cette «institution censée protéger l'Etat et le territoire» est gangrenée par les narcos-trafiquants. **4.** Ce «célèbre révolutionnaire internationaliste» en exil a été assassiné à Mexico en 1940. «Symbole de la démocratie» également brisé. **5.** Lettres de Tenochtitlan, capitale de l'empire aztèque. «Au bout du rouleau» (2 mots), comme beaucoup de Mexicains qui n'en peuvent plus de cette situation. **6.** Les Mexicains n'ont plus le cœur à rire aujourd'hui, même en voyant les sketches de ce «comique nord-américain». Ces deux lettres ne représentent plus l'hostilité des deux Blocs pendant la Guerre froide. **7.** Les Mexicains ne voient pas le bout de ce «long couloir obscur». Encadrent les gangs. **8.** Au Mexique, quel est la part du trafic de drogue dans le calcul de cet «indicateur économique» ? «Copain» mexicain. **9.** Actuellement, c'est le peuple qui est «désarmé», viendra-t-il le jour où ce seront les gangs ? Ouvrez le Mexique vers l'Asie. **10.** Les musiciens mexicains utilisent cet «outil» pour se faire entendre dans leurs concerts. Pour les gangs, l'«existence» d'un être humain n'a de valeur que marchande dans les trafics d'organes, à Ciudad Juarez par exemple. Note au cœur de Guadalajara.

agenda

Samedi 6 décembre
de 10h à 12h

Jeu Découverte « Acteurs pour la liberté »

en partenariat avec Dare-Dare
départ de la Maison du Monde

de 15h à 18h

Rencontre « Après 30 ans d'engagement dans la Solidarité Internationale. Bilan et perspectives »
Avec des militants associatifs, des associations résidentes et partenaires de la Maison du Monde à la MdM

Lundi 8 décembre

Projection de deux films :

18h30 : « **Hautes Terres** »
de Marie-Pierre Brétas

20h30 : « **Terra ferma** »
d'Emanuele Crialese
Collation entre les deux films
Les Cinoches de Ris

Vendredi 12 décembre à 20h30

Conférence « Ils sont venus, nous sommes tous là »
Maison du Banlieue à Athis-Mons

Samedi 13 décembre
de 14h à 19h

Le Marathon des signatures

Organisé par Amnesty International
Place de l'Agora

de 15h à 18h

Conférence-débat : « Le droit de circuler : un droit fondamental »
Organisé par le Collectif Méditerranée
Avec Marie Bassi et Farida Souiah

18h :
Animation musicale, avec Ramon Gomez

19h30 :

Soirée de clôture du Mois des 3 Mondes
Buffet dinatoire sur inscription
Maison départementale des syndicats

Mardi 13 janvier 2015 à 18h30
Café de l'actu : Après l'expulsion du bidonville de Moulin Galant au printemps 2013, bilan de l'intégration de 20 familles Roms
Avec l'IFRM

Mardi 3 février à 18h30
Café de l'actu : Présentation de l'ONG Clowns Sans Frontières
Avec Christophe Blandin-Estournet, président

Solution de la grille n°125
Vivre dans un monde de conflits

Spécial Mois des 3 Mondes
page 11